

N. 94 — 1002

10 FEBRUARI 1994. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de weddeschaal van Adjunct-secretaris-generaal bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 40, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, inzonderheid op artikel 52;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 juli 1993 houdende rangschikking per niveau en per rang van de graden die de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kunnen bekleden, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het protocol nr. 93/25 van 20 december 1993 van het Sectorcomité XV;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 oktober 1993;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1. De weddeschaal van Adjunct-secretaris-generaal wordt vastgesteld als volgt :

Adjunct-secretaris-generaal (R.16)
1 993 056 × 2 654 211
11² × 60 105
(Cl. 24 j. — N. 1 — G.B.)

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 november 1993.

Art. 3. De Minister bevoegd voor ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 februari 1994.

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt
en Externe Betrekkingen,
J. CHABERT

F. 94 — 1002

10 FEVRIER 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant l'échelle de traitement de Secrétaire général adjoint au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 40, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 52;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 juillet 1993 relatif au classement par niveau et par rang des grades que peuvent porter les agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 7;

Vu le protocole n° 93/25 du 20 décembre 1993 du Comité de Secteur XV;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, émis le 25 octobre 1993;

Sur la proposition du Ministre chargé de la fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. L'échelle de traitement de Secrétaire général adjoint est fixée comme suit :

Secrétaire général adjoint (R.16)
1 993 056 × 2 654 211
11² × 60 105
(Cl. 24 a. — N. 1 — G.B.)

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} novembre 1993.

Art. 3. Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 février 1994.

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique
et des Relations extérieures,
J. CHABERT

N. 94 — 1003 (94 — 515)

16 DECEMBER 1993. — Ontwerp van Verordening houdende het tweede aanpassingsblad van de algemene uitgavenbegroting van de Agglomeratie Brussel voor het begrotingsjaar 1993. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 39 van 23 februari 1994 dient de titel, blzn. 4562 en 4632 als volgt gelezen te worden :

Verordening van 16 december 1993 houdende het tweede aanpassingsblad van de Algemene Uitgavenbegroting van de Agglomeratie Brussel voor het begrotingsjaar 1993.

F. 94 — (94 — 515)

16 DECEMBRE 1993. — Projet de règlement contenant le deuxième ajustement du budget général des dépenses de l'Agglomération de Bruxelles pour l'année budgétaire 1993. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 39 du 23 février 1994, pp. 4562 et 4632, il y a lieu de lire le titre comme suit :

Règlement du 16 décembre 1993 contenant le deuxième ajustement du Budget général des Dépenses de l'Agglomération de Bruxelles pour l'année budgétaire 1993.

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 94 — 1004

23 DECEMBRE 1993. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française déterminant les conditions d'agrément des centres qui organisent des recyclages pour les personnes en fonction le 26 mai 1992 dans une maison de repos pour personnes âgées ou dans une maison de repos et de soins agréée, visées par l'article 2, § 4bis, b, de l'arrêté ministériel du 19 mai 1992 fixant l'intervention visée à l'article 25, § 9, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, pour les prestations visées à l'article 23, 13°, de la même loi

Le Collège,

Vu l'article 108ter, § 3, alinéa 2, 2°, de la Constitution;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 18 juin 1990 de délégation de compétences à la Commission communautaire française, notamment l'article 7;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées, modifié par les décrets des 27 mars 1985, 20 juillet 1988 et 22 décembre 1989, et complété par l'article 9 du décret-programme du 26 juin 1992;

Vu le règlement de la Commission communautaire française du 17 décembre 1993 fixant les normes auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées, notamment l'article 30;

Vu l'avis de la section « Personnes âgées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé de la Commission communautaire française, donné le 17 décembre 1993;

Sur la proposition du Ministre, Membre du Collège, compétent pour la réglementation en matière des maisons de repos,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 108^{ter}, § 3, alinéa 2, 2^o, de la Constitution.

Art. 2. Un agrément est octroyé par le Collège aux centres qui organisent des recyclages pour les personnes en fonction le 26 mai 1992 dans une maison de repos pour personnes âgées ou une maison de repos et de soins agréée ou bénéficiant d'un agrément provisoire, s'ils répondent aux conditions suivantes :

1^o Le recyclage comporte au minimum 220 heures de cours théoriques ou 264 périodes de 50 minutes et 80 heures ou 96 périodes de 50 minutes de stages dans deux autres maisons de repos ou maisons de repos et de soins agréées ou bénéficiant d'une autorisation de fonctionnement provisoire que celle qui occupe la personne concernée.

2^o Les cours doivent être organisés pour aborder au moins les thèmes suivants :

1. Environnement socio-légal, éthique et physique de la personne âgée hébergée :
 - Droit social et sanitaire, législation et protection de la personne âgée.
 - Éthique et déontologie.
 - Logistique et maintenance dans les maisons de repos et maisons de repos et de soins.
2. Assistance aux activités de la vie quotidienne pour les personnes âgées vivant en institution :
 - Vieillesse, autonomie et dépendance.
 - Nutrition et diététique.
 - Psychologie de la personne âgée.
 - Pratique d'aide aux activités de la vie quotidienne.
 - Éléments de méthodologie de l'animation en maisons de repos et maisons de repos et de soins.
3. Initiation aux techniques de communication et au travail en équipe :
 - Relations et lien de groupe.
 - Travail en équipe pluridisciplinaire.
 - Techniques d'expression écrite et orale.
 - Supervision collective vis-à-vis :
 - du vécu professionnel et,
 - de la formation.

Aucun des ensembles de matières visés aux 1, 2, 3, ci-dessus ne peut excéder un tiers de la formation théorique.

3^o Le stage est accompli sous la supervision et la conduite d'un praticien de l'art infirmier qui travaille dans la maison de repos ou la maison de repos et de soins en question.

Il est conçu comme une application intégrée des cours théoriques.

4^o Un certificat de capacité est remis aux étudiants qui ont fait preuve d'assiduité et qui ont réussi une épreuve d'intégration des acquis, orale et adaptée aux spécificités du recyclage.

Art. 3. Pour les personnes qui ne bénéficient pas d'un congé-éducation payé, le stage est assimilé à du temps de travail.

Art. 4. Les personnes qui relèvent des mesures de transition définies par l'article 2, § 4^{bis}, de l'arrêté ministériel du 19 mai 1992 fixant l'intervention visée à l'article 25, § 9, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, pour les prestations visées à l'article 23, 13^o, de la même loi, et qui peuvent fournir la preuve qu'elles ont suivi, au cours d'une formation antérieure, une partie de ce recyclage, peuvent être dispensées à concurrence de 80 heures au maximum de la formation théorique.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1994.

Art. 6. Le Membre du Collège, compétent pour la réglementation en matière des maisons de repos est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 décembre 1993.

Par le Collège :

Le Président du Collège,

Ch. PICQUE

Le Membre du Collège compétent pour la réglementation en matière des maisons de repos,

D. GOSUIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 94 — 1004

23 DECEMBER 1993. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de centra die recyclageprogramma's organiseren voor het personeel tewerkgesteld in een rusthuis voor bejaarde personen op 26 mei 1992, bedoeld bij artikel 2, § 4bis, b, van het ministerieel besluit van 19 mei 1992 tot vaststelling van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 25, § 9, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, voor de in artikel 23, 13°, van dezelfde wet, bedoelde verstrekkingen

Het College,

Gelet op artikel 108ter, § 3, 2e lid, 2°, van de Grondwet;

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 18 juni 1990 tot overdracht van bevoegdheden aan de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1984 betreffende de rusthuizen voor bejaarden, gewijzigd bij de decreten van 27 maart 1985, 20 juli 1988 en 22 december 1989, en aangevuld door artikel 9 van het programma-decreet van 26 juni 1992;

Gelet op de verordening van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 december 1993 tot vaststelling van de normen waaraan de rusthuizen moeten beantwoorden, inzonderheid op artikel 30;

Gelet op het advies van de afdeling « Bejaarden » van de Brusselse franstalige Adviesraad voor Welzijns- en Gezondheidszorg van de Franse Gemeenschapscommissie, uitgebracht op 17 december 1993;

Op de voordracht van de Minister, lid van het College, bevoegd voor de reglementering inzake rusthuizen,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 108ter, § 3, tweede lid, 2°, van de Grondwet.

Art. 2. Een erkenning wordt toegekend door het College aan de opleidingscentra die recyclage organiseren voor de personen die op 26 mei 1992 tewerkgesteld zijn in een erkend rusthuis of rust- en verzorgingstehuis of beschikkend over een voorlopige erkenning, indien de recyclage aan volgende voorwaarden beantwoordt :

1° De recyclage omvat een minimum van 220 uur theoretische les of 264 periodes van 50 minuten en 80 uur of 96 periodes van 50 minuten stage in twee andere erkende rusthuizen of rust- en verzorgingstehuizen of beschikkend over een voorlopige werkingsvergunning dan het tehuis dat de betrokken persoon tewerkstelt.

2° De lessen moeten zodanig georganiseerd zijn dat ze ten minste volgende thema's aansnijden :

1. Sociaal-wettelijke, ethische en fysieke omgeving van de bejaarde persoon in een instelling :

- Sociaal en sanitair recht, wetgeving en bescherming van de bejaarde persoon.
- Ethiek en deontologie.
- Logistiek en onderhoud van de rusthuizen en de rust- en verzorgingstehuizen.

2. Bijstand bij de activiteiten van het dagelijks leven voor bejaarde personen die in een instelling leven :

- Veroudering, zelfstandigheid en afhankelijkheid.
- Voeding en diëtetiek.
- Psychologie van de bejaarde persoon.
- Praktijk van de bijstand bij de activiteiten van het dagelijks leven.
- Methodologie-elementen van de animatie in rusthuizen of in rust- en verzorgingstehuizen.

3. Initiatie voor communicatietechnieken en ploegenwerk :

- Groepsrelaties en verbinding.
- Pluridisciplinair ploegenwerk.
- Technieken van schriftelijke en mondelinge expressie.
- Collectieve supervisie ten opzichte van :
 - professionele belevens en,
 - opleiding.

Geen enkele van de gehelen van materies beoogd bij 1, 2 en 3 mag méér tijd in beslag nemen dan één derde van de theoretische opleidingstijd.

3° De stage wordt uitgevoerd onder supervisie en de leiding van een verpleegkundige die in het rusthuis of het rust- en verzorgingstehuis in kwestie werkt. Deze stage wordt opgezet als een geïntegreerde toepassing van de theoretische lessen.

4° Een capaciteitscertificaat wordt overhandigd aan de studenten die blijk hebben gegeven van regelmatige aanwezigheid bij de theoretische lessen en bij de stage en die een mondelinge proef van integratie van de verworvenheden, aangepast aan de specificiteiten van de recyclage, hebben afgelegd.

Art. 3. Wat de personen betreft die niet genieten van een betaald opleidingsverlof, wordt de stage gelijkgesteld met werktijd.

Art. 4. De personen die vallen onder overgangsmaatregelen bepaald bij artikel 2, § 4bis, van het ministerieel besluit van 19 mei 1992 tot vaststelling van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 25, § 9, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, voor de in artikel 23, 13°, van dezelfde wet bedoelde verstrekkingen, en die het bewijs kunnen leveren dat zij, in de loop van een vroegere opleiding, een deel van deze recyclage hebben gevolgd, kunnen vrijgesteld worden van een maximum van 80 uur van de theoretische opleiding.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1994.

Art. 6. Het lid van het College, bevoegd voor de reglementering inzake rusthuizen, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 december 1993.

Door het College :

De Voorzitter van het College,

Ch. PICQUE

Het lid van het College bevoegd voor de reglementering inzake rusthuizen,

D. GOSUIN